



Camisole de force



Les parlementaires Front de Gauche et une vingtaine de députés socialistes ont voté contre l'un des traités Sarkozy-Merkel, baptisé « MES » Mécanisme Européen de Stabilité. Pourquoi ? Parce qu'il ne s'agit pas d'une caisse de secours pour venir en aide aux pays européens en difficulté dans le cadre d'une solidarité bien comprise.

Le MES, c'est un « FMI européen » au sein duquel siégera le FMI de Washington. C'est donc une camisole de force qu'on impose de porter aux français. Le même talon de fer austéritaire, antisocial et inefficace qui s'applique en ce moment au peuple grec. En effet, cette nouvelle mécanique européenne consiste à imposer aux États qui ont besoin d'argent « une stricte conditionnalité, sous la forme notamment de programme d'ajustement macro-économique ».

Autrement dit, au lieu d'activer la Banque centrale européenne pour racheter la dette par création monétaire, ce traité conditionne l'octroi d'une aide à l'application de l'austérité à perpétuité, au pompage des ressources du pays par les marchés financiers. Et pour que cela soit clair et bien verrouillé, un État ne peut recevoir de l'aide qu'à la condition d'avoir ratifié l'autre traité Sarkozy-Merkel, celui qui fait que c'est la Commission de Bruxelles qui élabore le budget des États en lieu et place des parlements nationaux, qui oblige à réduire les dépenses sociales et publiques jusqu'à l'équilibre des budgets, baptisé « règle d'or »,

celui qui permet des sanctions et de déferer un État ne respectant pas l'austérité devant la Cour de justice européenne. Le texte édicte qu'« il est convenu que l'action d'une assistance financière dans le cadre des nouveaux programmes, en vertu du mécanisme européen de stabilité, sera conditionnée... par la ratification du traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance ».

Voter ce texte ou le laisser passer en s'abstenant (position officielle du PS et du Député de notre circonscription François Loncle) revient donc à enchaîner la France au totalitarisme européen de l'austérité. Ajoutons que notre pays va devoir déboursier en plusieurs tranches, « de manière irrévocable et inconditionnelle » 142 milliards d'euros, soit plus de la moitié du budget de l'État, pour un fonds dont les statuts interdisent au gouvernement et au Parlement d'en contrôler l'utilisation. Aucun parlementaire ne devrait être prêt à une telle abdication !

François Hollande déclare vouloir renégocier le deuxième traité. Mais son abstention n'est pas la bonne méthode. D'autant qu'avec la majorité de gauche au Sénat, il aurait été possible de bloquer cet inique processus.

Un très grand nombre d'électrices et d'électeurs socialistes, communistes, écologistes et au-delà se sont retrouvés dans l'appel unitaire du Front de Gauche à rejeter le « MES ».

Ensemble, avec Jean-Luc Mélenchon, avec le peuple et leurs parlementaires, votons NON à Sarkozy qui a bafoué le « non » au traité constitutionnel et qui prétend que sur cette question de l'Europe « la parole de la France est engagée ». Répondons-lui que la voix la plus solennelle, la plus forte et incontestable de la France est celle du peuple. Donnons-lui donc la parole ! Il faut un référendum sur les deux traités.

Arnaud Levitre, Martine Degryse,
candidats à l'élection législative
4^{me} circonscription de l'Eure

- Je soutiens la candidature de Jean-Luc Mélenchon à l'élection présidentielle ☐
- Je soutiens la candidature d'Arnaud Levitre et celle de Martine Degryse, sa suppléante, à l'élection législative dans la 4^{me} circonscription de l'Eure ☐
- Je souhaite m'investir dans ces deux campagnes ☐

Nom :

Prénom :

Adresse :

tél/mail :

Signature :

Coupon à renvoyer à : Gaëtan LEVITRE, coordinateur de campagne au 109 bis, rue de l'Andelle - 27460 ALIZAY